



Soumission

La gestion de la crise migratoire par Angela Merkel restera comme un cas d'école : une mauvaise décision, prise sous le déguisement de la morale, en appelle d'autres en cascade, de pire en pire, qui conduisent à renier ses propres principes. C'est le triste spectacle que donne la chancelière allemande – et, dans son ombre, la troupe désordonnée des dirigeants européens – en allant ce samedi baisser la babouche du Grand Turc.

La faute initiale de M^{me} Merkel est d'avoir ouvert la porte de l'Europe à tous les réfugiés du Moyen-Orient. Submergée par le nombre, affaiblie par l'inévitable retour de bâton politique, elle a cru trouver le salut en se défaussant du problème sur Ankara. Mais le président Erdogan n'est pas homme à donner sans recevoir. Il veut par-dessus tout l'abolition des visas pour les 80 millions de Turcs voyageant dans l'UE, quand bien même son pays ne remplit que la moitié des 72 critères inscrits dans le droit européen.

Depuis l'accord conclu en mars, le flot de réfugiés arrivant en Grèce s'est visiblement réduit. Le sultan estime ainsi avoir rempli sa part du contrat – incidemment, en démontrant sa capacité de contrôler le flux, il prouve

a contrario son rôle dans l'invasion qu'a connue l'UE en 2015. Maintenant, il pense tenir l'Europe à sa merci, menaçant de rouvrir les vannes si la suppression des visas n'intervient pas en juin. Et il ne se prive pas de faire monter les enchères : cédant à sa susceptibilité froissée, M^{me} Merkel a autorisé des poursuites contre un humoriste allemand qui avait eu l'audace de le caricaturer...

Où s'arrêtera la soumission ? Les droits de l'homme ont bon dos lorsqu'on remet son

La Turquie fait monter les enchères

destin entre les mains d'un homme qui poursuit en justice près de 2000 de ses conci-

toyens accusés d'« insultes » (c'est le terme désignant toute critique) à son endroit. Lui céder sur les visas créerait un précédent que ne manqueraient pas d'exploiter l'Ukraine, la Géorgie et même le Kosovo, État autoproclamé sans existence légale. Certes, la question migratoire exige de coopérer avec les pays frontaliers de la Syrie, mais ni la Jordanie ni le Liban ne se livrent à un chantage comparable à celui de la Turquie. Si l'Europe capitule au lieu de reprendre elle-même le contrôle de ses frontières, elle n'a pas fini d'en payer le prix. ■

IN: 4,75 SC - D: 2,70 € - A: 3,20 € - ES: 2,50 € - Grèce: 2,60 € - GB: 2 € - E: 2,80 € - DM: 2,50 € - ITA: 2,60 €
€ - MAR: 18 DH - TUN: 3,50 DT - ZONE CFA: 2.000 CFA ISSN 0182.5852

23 AVRIL 2016